



**PRÉFÈTE
DU LOIRET**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de
la Protection des
Populations**

**ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE
société DERET LOGISTIQUE
site des Vergers à SARAN
Installation de plateforme logistique**

**La Préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'honneur**

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 et R.512-69 ;

VU le décret du 10 février 2021 portant nomination de Mme Régine ENGSTRÖM, préfète de la région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment sa section III ;

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2000 autorisant la SA DERET DISTRIBUTION à exploiter un entrepôt de produits combustibles dans la zone d'activités des Vergers à SARAN, au lieu dit « Le Champ Rouge » ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 janvier 2006 modifiant les prescriptions d'un entrepôt de produits combustibles par la SAS DERET LOGISTIQUE à SARAN, zone d'activités des Vergers, au lieu dit « Le Champ Rouge » ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 juin 2012 imposant des prescriptions à la société DERET LOGISTIQUE, site des Vergers à SARAN (mise à jour de l'étude de dangers) ;

VU l'actualisation de l'étude de dangers de décembre 2012 pour les installations de la société DERET LOGISTIQUE du site des Vergers à Saran ;

VU le rapport établi par la société EFECTIS n° SA-17-004198 - « Etude d'ingénierie incendie de quatre mezzanines de la plateforme de stockage du site des Vergers (45) – Rapport d'étude des cellules J1, J2, J3 et H1 » du 18 décembre 2018 ;

VU le dossier de porter à connaissance du 17 mars 2020, déposé par la société DERET LOGISTIQUE le 19 mars 2020, relatif à la création de réseaux de convoyeurs en cellule I1, I4 et J1 et l'installation d'une zone robotisée en cellule I1 sur le site des Vergers à SARAN ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 3 mai 2022 transmis à l'exploitant par lettre du 12 mai 2022 ;

VU le courrier du 12 mai 2022 de l'inspection des installations classées informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure ;

VU la notification à l'exploitant du projet d'arrêté ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant ;

CONSIDERANT que lors de la visite du 14 avril 2022 l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :

- L'exploitant ne justifie pas d'un état des stocks exhaustif des produits stockés sur le site des Vergers (mention de produits dont la nomenclature ICPE est inconnue) conformément au point 1.4.I de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;
- L'exploitant est en défaut de déclaration au titre de la rubrique 1450 conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement ;
- L'exploitant stocke des aérosols relevant de la rubrique 4320 dans un bâtiment non autorisé à stocker ces produits conformément à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 janvier 2006 susvisé ;
- Compte tenu des conclusions de l'étude EFACTIS relative au comportement au feu de la structure des niveaux et mezzanines (J1, J2, J3 et H1) et de l'absence de travaux réalisés par l'exploitant suite à cette étude, l'exploitant n'est pas en mesure d'assurer la maîtrise des risques (protection de l'environnement et maîtrise des effets létaux et irréversibles sur les tiers et prévention de la propagation d'un incendie) de ses installations puisque, en cas d'incendie, l'intégrité des murs extérieurs et des poteaux béton armé maintenant la charpente des bâtiments n'est pas garantie conformément à l'article 47 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 et à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisés ;
- Le plan de défense incendie est incomplet et n'a pas été transmis au service d'incendie et de secours conformément au point 23 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;
- La vérification des dispositifs de protection contre la foudre est incomplète puisque les paratonnerres à dispositifs d'amorçage (PDA) ne sont pas testés conformément à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;

CONSIDERANT que les installations concernées par les écarts précités présentent des risques d'incendie ou d'explosion ;

CONSIDERANT que la société DERET LOGISTIQUE ne justifie pas de la maîtrise des risques de ses installations et des barrières de sécurité associées ;

CONSIDERANT que l'établissement DERET LOGISTIQUE site des Vergers est implanté dans un environnement sensible, notamment en raison de sa proximité avec l'axe autoroutier A10 situé en limite Est et d'un établissement exploité par la société DERET LOGISTIQUE relevant du statut SEVESO SEUIL HAUT en limite Nord ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions du code de l'environnement, des arrêtés ministériels et des préfectoraux susvisés ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions des articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société DERET LOGISTIQUE de régulariser sa situation administrative et de respecter les prescriptions et dispositions précitées des arrêtés ministériels et préfectoraux susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1 :

La société DERET LOGISTIQUE SAS dont le siège social est situé 580 rue du Champ Rouge à SARAN (45770) exploitant une installation de logistique sise rue du Champ Rouge, ZAC des Vergers sur la commune de SARAN est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit :

- En déposant un dossier complet de porter à connaissance conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement en préfecture ;
- En mettant en conformité ses installations avec les seuils et activités autorisés par son arrêté préfectoral et de justifier en permanence d'une quantité de produits stockés relevant de la rubrique 1450 sous le seuil de la déclaration ;

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

Dans un délai de 7 jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fait connaître par courrier laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;

- Dans le cas où il opte pour la mise en conformité de ses installations, l'exploitant définit dans le courrier sus-visé les mesures prévues pour se conformer aux seuils réglementaires. La mise en conformité doit être effective dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté ;
- Dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de porter à connaissance, ce dernier doit être déposé dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté. L'exploitant fournit sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les éléments justificatifs du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude...etc.) ;

Dans un délai de 15 jours, à notification du présent arrêté :

- 1) de justifier en permanence d'un état des stocks exhaustif des produits stockés sur le site des Vergers conformément au point 1.4.1 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;
- 2) de respecter la répartition des produits au sein des bâtiments de stockage de l'établissement conformément à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 janvier 2006 susvisé ;

Dans un délai d'1 mois, à notification du présent arrêté :

- 1) de procéder à la réalisation d'une vérification des dispositifs de protection contre la foudre complète conformément à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;
- 2) de réaliser un plan de défense incendie conforme aux dispositions du point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé et de transmettre ce plan de défense incendie aux services d'incendie et de secours du Loiret ;

Dans un délai de 6 mois, à notification du présent arrêté :

- de procéder aux travaux de renforcement des structures des niveaux des cellules J1, J2 et J3 et de la mezzanine de la cellule H1 conformément aux préconisations de l'étude EFECTIS susvisée afin d'assurer la maîtrise des risques des installations conformément aux dispositions de l'article 47 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisés

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues, selon le cas, aux articles L.171-7 ou L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Publicité

En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Loiret pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret, le Maire de la commune de SARAN, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Orléans, le **- 8 JUIL. 2022**

Pour la préfète et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
le secrétaire général adjoint



Christophe CAROL

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1 dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition Écologique et Solidaire - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne cours qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

